

MESSAGE N° 24 *10 juillet 2007*
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi d'organisation
du Tribunal cantonal (LOTC)

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi d'organisation du Tribunal cantonal.

1. NÉCESSITÉ DU PROJET

La Constitution cantonale du 6 mai 2004 (ci-après: Cst.; RSF 10.1) prévoit plusieurs modifications de l'organisation du pouvoir judiciaire, dont les plus importantes sont les suivantes.

- La surveillance des autorités judiciaires et des membres de ces autorités est confiée à une autorité indépendante, le Conseil de la magistrature. Ce conseil, dont les membres sont élus par le Grand Conseil, est entré en fonction le 1^{er} juillet 2007 (art. 152 al. Cst.).
- Les juges de première instance ainsi que le procureur général et ses substituts seront désormais élus par le Grand Conseil, comme le sont déjà les juges cantonaux, et non plus par le Collège électoral. Les candidatures aux fonctions judiciaires seront préavisées par le Conseil de la magistrature; l'élection se fera pour une durée indéterminée. Ce nouveau régime sera applicable dès le 1^{er} janvier 2008 (art. 152 al. 3 Cst.).
- Le Tribunal cantonal et le Tribunal administratif seront réunis en une seule autorité, le Tribunal cantonal unifié. Ce tribunal commencera ses activités le 1^{er} janvier 2008 (art. 152 al. 2 Cst.).

Pour concrétiser ces modifications, un avant-projet de loi a été élaboré et mis en consultation auprès des partis politiques et des autorités concernées. Les résultats de cette consultation ont été présentés dans le message accompagnant le projet de loi sur le Conseil de la magistrature (message N° 276 du 29 août 2006, *BGC* pp. 2032ss).

A la suite de cette consultation, et compte tenu des délais fixés par la Constitution cantonale, le Conseil d'Etat a décidé de scinder l'avant-projet de loi en trois projets:

1. Projet de loi sur le Conseil de la magistrature: ce projet a été adopté par le Grand Conseil le 6 octobre 2006.
2. Projet de loi sur l'élection des membres des autorités judiciaires et du Ministère public: ce projet a été adopté par le Grand Conseil le 11 mai 2007.
3. Projet de loi sur le Tribunal cantonal (unifié): il s'agit du projet de loi ci-joint, qui devra entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Le présent projet constitue ainsi la dernière étape de l'adaptation de l'organisation judiciaire à la nouvelle Constitution.

2. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU PROJET

2.1 La situation actuelle

2.1.1 Le Tribunal cantonal

Le Tribunal cantonal, situé actuellement à Fribourg, place de l'Hôtel-de-Ville, est l'autorité supérieure en matière civile et pénale.

Il est composé de huit cours ou chambres: la I^{re} et la II^e Cour d'appel civil, la Cour d'appel pénal, la Chambre pénale, la Cour de modération, la Chambre des poursuites et des faillites, la Chambre des tutelles et la Chambre du registre du commerce. Chacune des cours/chambres siège à trois juges. Exceptionnellement, les cours d'appel civil peuvent siéger à cinq juges, sur demande de l'un de ses membres (cf. art. 146 al. 3 LOJ); cette faculté – rarement requise en pratique – permet de trancher les questions de principe.

Le Tribunal cantonal est composé de sept juges à plein temps et de 14 juges suppléants. Il dispose d'un greffier-chef à 100%, de six greffiers adjoints (4 équivalents plein temps; ci-après: EPT), d'une cheffe de bureau à 100%, de cinq secrétaires (2,7 EPT) et d'un technicien infocentre à 100%. Il dispose également, en général, d'un greffier stagiaire à 100%.

En 2006, le Tribunal cantonal a eu à traiter 1948 affaires (1670 affaires introduites et 278 affaires pendantes au 1^{er} janvier 2006). Il a fait face à une diminution des nouvelles affaires de 14,5% par rapport à l'année précédente (affaires introduites 2005: 1955 et 2004: 2072).

2.1.2 Le Tribunal administratif

Le Tribunal administratif, situé actuellement à Givisiez, route André-Piller 21, est l'autorité supérieure en matière administrative.

Il est composé de cinq cours: trois cours administratives générales et deux cours spéciales, à savoir la Cour fiscale et la Cour des assurances sociales. Les trois cours générales siègent à trois juges; la Cour fiscale siège à un juge et quatre assesseurs et la Cour des assurances sociales à un juge et deux assesseurs.

Le Tribunal administratif est composé de sept juges à plein temps, de six assesseurs auprès des cours spéciales ainsi que de sept juges suppléants et de six assesseurs suppléants. Il dispose d'un greffier-chef à 100%, de neuf greffiers rapporteurs (7 EPT), d'une cheffe de bureau à 100%, de cinq secrétaires (3 EPT) et de deux apprenants. Il dispose également, en général, de deux greffiers stagiaires à 100%.

En 2006, le Tribunal administratif a eu à traiter 1934 affaires (1148 affaires introduites et 786 affaires pendantes au 1^{er} janvier 2006). Il a fait face à une diminution des nouvelles affaires de 3,5% par rapport à l'année précédente (affaires introduites 2005: 1189 et 2004: 1243).

Le Tribunal administratif est également appelé à gérer le Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie et accidents et à mettre son infrastructure à la disposition de celui-ci.

2.2 Les objectifs

Six objectifs ont été posés pour la réunion des deux Tribunaux, qui sont les suivants:

1. Créer une **réunification en profondeur**. C'était une volonté claire de créer une nouvelle autorité judiciaire supérieure. L'hypothèse d'une simple juxtaposition des deux instances existantes, en gardant leur structure et leur fonctionnement actuels, a été écartée.
2. Créer des **dispositions cadres** qui fixent les règles essentielles relatives à l'organisation juridictionnelle du Tribunal cantonal unifié, mais laissent à celui-ci la compétence de s'organiser selon ses besoins et en

fonction du nombre des affaires à répartir entre les cours. Il importe en effet que les compétences d'organisation contenues dans les règlements du Tribunal cantonal et du Tribunal administratif soient maintenues pour le futur Tribunal cantonal unifié.

3. **Créer des dispositions qui répondent aux besoins futurs.** Il importe en effet que les nouvelles dispositions législatives soient aptes à permettre une évolution du Tribunal cantonal unifié, en fonction par exemple de l'augmentation de la population et, partant, des affaires qui lui seront soumises, ainsi que des réformes législatives, nombreuses, étant déjà annoncées pour un avenir proche.
4. **Créer une structure de base «uniforme».** L'organisation juridictionnelle des différentes cours sera similaire, afin de concrétiser l'unité organisationnelle du Tribunal cantonal unifié. Cette option n'exclut pas la prise en compte des spécificités inhérentes aux matières traitées, civil, pénal et administratif.
5. Disposer d'une structure suffisante permettant d'**assurer la qualité et la célérité de la justice.** En effet, comme l'a d'ailleurs voulu le Constituant, l'autorité judiciaire supérieure du canton doit disposer des moyens nécessaires pour réaliser cet objectif.
6. Enfin, examiner si des **dispositions légales transitoires** doivent être prévues. L'organisation administrative du Tribunal cantonal unifié ne pourra en effet être effective que lorsque les deux instances seront réunies dans un même bâtiment. Dans l'intervalle, chaque tribunal devra pouvoir continuer à disposer de son infrastructure actuelle. Il importera également de régler le statut des collaborateurs des deux tribunaux et, en particulier, le sort de ceux dont les postes pourraient être supprimés.

A cela s'ajoutent les synergies que va immanquablement créer la réunification des deux Tribunaux; on citera par exemple une éventuelle diminution de personnel ou de frais administratifs, notamment par la réunion des deux bibliothèques (réalisation d'économie par la suppression de plusieurs abonnements à des revues juridiques, actuellement payés à double).

2.3 Les modifications légales

Un projet de loi d'organisation du Tribunal cantonal a été établi pour réaliser ces objectifs. En parallèle, des modifications de la loi du 22 novembre 1949 d'organisation judiciaire ont été nécessaires dans la mesure où c'est actuellement cette loi qui contient les dispositions générales d'organisation du Tribunal cantonal. Par ailleurs, et comme c'est déjà le cas actuellement pour les deux tribunaux cantonaux, le Tribunal cantonal unifié sera habilité à déterminer par voie réglementaire son organisation interne; celle-ci sera dès lors ancrée dans le règlement Tribunal cantonal unifié.

Ces modifications sont commentées dans le détail article par article ci-dessous. Pour l'essentiel, elles peuvent être résumées comme suit.

Le Tribunal cantonal unifié est composé de trois sections: civile, pénale et administrative; cette division n'est qu'organisationnelle, les sections n'ayant aucune compétence juridictionnelle.

Les sections sont divisées en cours, dont le nombre, la dénomination et les attributions sont fixés par le Tribu-

nal cantonal unifié, dans son règlement. Chaque cour est composée de trois juges (sauf les cours administratives spéciales). La possibilité de siéger à cinq juges, actuellement prévue uniquement pour les cours d'appel civil (art. 146 al. 3 LOJ), est maintenue, mais élargie à toutes les matières du droit civil, pénal et administratif. La section administrative comprend deux cours spéciales, la Cour fiscale et la Cour des assurances sociales, lesquelles siègent avec des assesseurs (4 assesseurs auprès de la Cour fiscale et 2 assesseurs auprès de la Cour des assurances sociales).

Le Tribunal cantonal unifié disposera de 12 à 16 postes de juge (12–16 EPT).

Le Tribunal cantonal unifié disposera de deux catégories de greffiers: les greffiers et les greffiers rapporteurs.

Le Tribunal cantonal unifié disposera d'une commission administrative qui sera responsable de l'administration du tribunal et traitera des affaires qui ne relèvent ni du Tribunal plénier, ni du président. Il instituera également d'autres commissions (commission de gestion, commission informatique, commission de la bibliothèque, etc.).

Le Tribunal cantonal unifié disposera d'un secrétaire général à 100%, juriste, qui aura des tâches administratives et judiciaires (transformation de l'un des deux postes actuels de greffier-chef, avec adaptation du cahier des charges). Il disposera également du personnel administratif nécessaire à son bon fonctionnement (comptable, secrétaire, huissier).

2.4 Les dispositions transitoires

Dans la mesure où la réunion des deux tribunaux sous le même toit ne pourra pas être effective au 1^{er} janvier 2008, faute de locaux adaptés à cette réunion pour cette date, la question s'est posée de savoir s'il y avait lieu de prévoir des dispositions transitoires qui permettent de procéder par étapes à la réunification en profondeur proposée.

Après analyse de la situation, force est de constater que les options prises pour cette réunion n'impliquent globalement pas l'adoption de dispositions transitoires, sauf pour réglementer temporairement la situation particulière des greffiers et des cheffes de bureau ainsi que pour permettre aux commissions de la bibliothèque de poursuivre leur activité. Les aménagements nécessaires à la mise en œuvre des modifications proposées se feront par le biais du règlement du Tribunal cantonal unifié, lequel devra être adopté à l'automne 2007 déjà pour permettre à la nouvelle structure d'être effective au 1^{er} janvier 2008. Pour résumer, ce règlement devra notamment prévoir les points suivants:

1. le Tribunal plénier du Tribunal cantonal unifié siégera au moins une fois par trimestre avant la réunion physique, ou plus si le président du Tribunal cantonal unifié l'estime nécessaire;
2. des Tribunaux pléniers réunissant une ou deux sections pourront être organisés afin de permettre aux deux tribunaux de continuer à gérer leurs affaires internes jusqu'à la réunion physique;
3. pour la vice-présidence du Tribunal cantonal unifié, une alternance entre les membres actuels du Tribunal cantonal et du Tribunal administratif devra être prévue (le vice-président sera probablement élu président par le Grand Conseil l'année suivante);

4. des dispositions devront être prises pour régler la situation du personnel à double ou les changements de statut (cf. greffiers-chefs, cheffes de bureau, etc.);
5. les greffiers pourront être appelés à travailler dans d'autres cours ou sections si besoin;
6. des dispositions devront être prises pour régler les problèmes liés à l'informatique et à la comptabilité.

3. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 1

Cette disposition reprend le texte de l'article 124 al. 1 et 2 de la Constitution, qui fonde le Tribunal cantonal.

Art. 2

Cette disposition applique au Tribunal cantonal le principe d'indépendance des autorités judiciaires, qui est énoncé par l'article 191c de la Constitution fédérale. Ce principe figure déjà actuellement dans l'article 3 de la loi du 24 avril 1990 d'organisation du Tribunal administratif (LOTA).

Art. 3

Cette disposition n'appelle pas de commentaire particulier.

Art. 4

Juges cantonaux

Actuellement, le Tribunal cantonal et le Tribunal administratif sont chacun composés de sept juges cantonaux à plein temps. Afin de permettre une adaptation du nombre de juges cantonaux aux besoins réels du Tribunal cantonal, si cela s'avérait nécessaire suite à la réunification, il convient de prévoir une fourchette de douze à seize postes.

Les juges seront élus comme juges au Tribunal cantonal unifié (et non au sein d'une section ou d'une cour en particulier). Tout juge sera tenu d'accepter les fonctions dont il sera chargé par le Tribunal cantonal unifié ou les sections dont il est membre. Le Tribunal plénier fixera la durée de cette affectation (au minimum deux ans) et décidera dans quelle section siégera le juge nommé en cas de vacance.

Assesseurs et assesseurs suppléants

La fonction de juge assesseur n'existe que dans les deux cours spéciales de la section administrative du Tribunal cantonal unifié, comme c'est déjà le cas actuellement au Tribunal administratif. Ainsi, la Cour fiscale dispose de quatre assesseurs et la Cour des assurances sociales de deux assesseurs.

C'est un système qui a fait ses preuves, déjà avant l'adoption de la loi d'organisation du Tribunal administratif, dans le fonctionnement des anciennes commissions de recours.

Ce système particulier, complété par celui des greffiers rapporteurs, permet de restreindre le nombre de juges professionnels du Tribunal et de limiter le recours à des experts extérieurs au Tribunal.

Le maintien de cette fonction d'assesseurs se justifie en effet compte tenu de la volonté de disposer de cours formées de spécialistes dans les deux domaines que sont le

droit fiscal et les assurances sociales. Ce système tient compte des spécialités de ces domaines du droit. Les assesseurs sont ainsi choisis en fonction de leurs connaissances techniques particulières dans ces branches et sont ainsi des experts internes au Tribunal (cf. message du Conseil d'Etat du 5 décembre 1989 accompagnant le projet de loi d'organisation du Tribunal administratif et débats au Grand Conseil, BGC 1990 I 339ss).

Suppléance et juges suppléants

En règle générale, les juges attribués aux différentes cours se suppléent les uns les autres. Cette suppléance n'exclut en rien les spécialisations des juges suppléants dans les différents domaines.

Ce système permet une suppléance facile et rapide des juges titulaires en cas de nécessité.

Il convient donc de prévoir un nombre suffisant de juges suppléants externes (en tous cas autant qu'il y a de juges cantonaux). Leur nombre n'entraînera pas de charges financières supplémentaires importantes dans la mesure où ces derniers ne seront rétribués que lorsqu'ils siègent.

Enfin, la formulation de la LOJ actuelle, qui prévoit que «*deux juges au moins doivent être de langue allemande*», est abandonnée, à l'alinéa 2, au profit du texte de l'article 6 al. 3 de la LOTA. En effet, vu l'augmentation du nombre de juges cantonaux à 12–16 postes, il n'est plus adapté de ne prévoir que deux juges de langue allemande.

Art. 5

Le président du Tribunal cantonal unifié est élu par le Grand Conseil pour une année; il n'est pas immédiatement rééligible (art. 124 al. 3 Cst.).

Art. 6

Comme cela est le cas actuellement au Tribunal cantonal et au Tribunal administratif, le Tribunal plénier désigne le vice-président du Tribunal cantonal unifié. Celui-ci devra être choisi parmi les juges, pour une année.

Art. 7

Le Tribunal cantonal unifié disposera d'un secrétaire général à 100%, juriste, qui aura des tâches administratives et judiciaires. Il ne s'agit pas de créer un nouveau poste mais de transformer l'un des deux actuels postes de greffier-chef, avec un cahier des charges spécifique.

Le secrétaire général exerce une fonction d'état-major auprès du Tribunal plénier du Tribunal cantonal unifié, de sa commission administrative et de son président, en matière de personnel, d'organisation, d'administration, de finances et de relations publiques. La fonction de secrétaire général consiste à assurer – au-delà du mandat annuel du président du Tribunal cantonal unifié – la continuité de la gestion administrative du Tribunal. Le secrétaire général sera notamment en charge de l'information au public.

Il assurera, en collaboration avec les présidents de sections, la répartition des dossiers au sein de sections et gérera le personnel du Tribunal cantonal unifié. C'est également lui qui tiendra les procès-verbaux des séances du Tribunal plénier et qui en préparera les décisions.

Le secrétaire général pourra être appelé à fonctionner comme un greffier, comme le font actuellement les deux greffiers chefs.

Art. 8

Il y a deux catégories de greffiers: le greffier et le greffier rapporteur.

Le *greffier* est le collaborateur qui travaille sous l'autorité d'un juge; il tient notamment les procès-verbaux d'audience et rédige, à son attention, les projets de décisions.

Le *greffier rapporteur*, quant à lui, rédige de façon autonome les projets de jugements et les présente aux cours, mais instruit également en toute indépendance les affaires confiées. Cette fonction n'existe pour l'instant qu'au Tribunal administratif, en matière fiscale et des assurances sociales. Le système des greffiers rapporteurs est maintenu pour les deux cours spéciales de la section administrative du Tribunal cantonal unifié. Il est toutefois élargi à chacune des trois sections (civile, pénale et administrative).

Il est important que le Tribunal cantonal unifié soit doté d'un nombre suffisant de greffiers afin que les juges soient assistés de manière efficace dans leurs tâches juridictionnelles.

Les greffiers sont engagés par le Tribunal cantonal unifié, mais seront affectés, par décision du Tribunal plénier et selon les besoins du Tribunal, à une section, voire à une cour ou à un juge en particulier. Il importe que les greffiers puissent se spécialiser dans un ou plusieurs domaine(s) du droit, tout en demeurant mobiles et aptes à travailler dans une autre cour ou section.

Les greffiers rapporteurs sont également engagés par le Tribunal cantonal unifié et seront affectés, par décision du Tribunal plénier, à la Cour fiscale et à la Cour des assurances sociales. Ils pourraient également, selon les besoins du Tribunal, être affectés à une autre section ou à une autre cour.

Avec l'introduction du système de Bologne, les universités ne délivrent plus de «licences» mais des diplômes «Bachelor» ou «Master». L'équivalent de l'ancienne licence est un master, raison pour laquelle ce diplôme est exigé pour exercer la fonction de greffier (et pas seulement un bachelor).

L'alinéa 2 traite du personnel du greffe autre que les greffiers. Le Tribunal cantonal unifié disposera notamment du personnel administratif nécessaire à son bon fonctionnement.

Le *secrétariat* fonctionnera en pool pour ce qui est des activités de pur secrétariat, comme la dactylographie, la correspondance, l'enregistrement et le suivi des dossiers, avec, cas échéant, des attributions particulières (réception et permanence téléphonique). Les secrétaires seront cependant rattachés à une section, pour les activités spécifiques de celle-ci (p. ex. tenue de procès-verbaux).

La coordination des secrétariats de section (détermination des horaires de travail, organisation des vacances, gestion des absences, etc.) pourrait cependant être assumée par un ou une secrétaire responsable du secrétariat, qui serait la personne de référence du secrétaire général pour le secrétariat du Tribunal cantonal unifié. Ce dernier poste serait organisé avec l'effectif actuel des deux tribunaux.

Le personnel du Tribunal cantonal unifié, soit les greffiers et le personnel administratif, travaillera sous la responsabilité du secrétaire général du Tribunal cantonal unifié.

Art. 9

Cette disposition n'appelle pas de commentaire particulier.

Art. 10

Le Tribunal plénier est composé de tous les juges cantonaux professionnels (à l'exclusion des assesseurs et suppléants). Il est présidé par le président du Tribunal cantonal unifié, lequel a une voix prépondérante en cas d'égalité des voix.

C'est le Tribunal plénier qui désignera le vice-président du Tribunal cantonal unifié. Il désignera également le président des trois sections, civile, pénale et administrative.

Il appartiendra au Tribunal plénier de fixer le nombre de cours nécessaires au Tribunal cantonal unifié.

Le Tribunal plénier aura également pour attribution de régler les questions de divergence de jurisprudence entre deux sections ou deux cours au sein de deux sections différentes ou de la même section.

Art. 11

La *commission administrative* est en quelque sorte une délégation du Tribunal plénier. Elle est responsable de l'administration du Tribunal, traite des affaires qui ne relèvent ni du Tribunal plénier, ni du président et exerce les tâches qui lui ont été déléguées par le Tribunal plénier dans le règlement du Tribunal cantonal unifié.

Elle est composée du président et du vice-président du Tribunal cantonal unifié et des trois présidents de sections. Le secrétaire général a voix consultative.

Art. 12

Le Tribunal cantonal unifié est composé de trois sections: civile, pénale et administrative.

Cette division n'est qu'organisationnelle; elle permet de délimiter clairement les matières, qui sont les trois matières générales du droit, et cela conformément au texte de la Constitution qui prévoit que «*le Tribunal cantonal est l'autorité supérieure en matière civile, pénale et administrative*» (art. 124 al. 1 Cst.). Elle permet également de faciliter la période transitoire, dans l'attente de la réunion physique des deux instances actuelles.

Comme telles, les sections n'auront aucune compétence juridictionnelle.

Chaque section a un président, désigné par le Tribunal plénier. Des séances de sections sont organisées selon les besoins.

Les présidents de sections devront notamment présider les séances de sections, veiller à l'application uniforme du droit au sein de la section, à la répartition équilibrée des affaires entre les cours et à la répartition des greffiers selon les besoins des cours.

Art. 13

Pour l'exercice des activités juridictionnelles du Tribunal cantonal unifié, les sections sont divisées en cours.

Le Tribunal plénier fixe le nombre de cours, leur dénomination et leurs attributions dans son règlement, selon ses besoins. Il n'y a pas lieu de fixer dans la loi un nombre minimal de cours. Rien n'exclut en effet la création d'une nouvelle cour pour un meilleur traitement des affaires (comme la création d'une cour de la famille par exem-

ple), ni la suppression ou l'augmentation du nombre de cours par rapport à la situation actuelle.

La section administrative comprendra notamment deux cours spéciales, la Cour fiscale et la Cour des assurances sociales. Ces deux cours existent déjà actuellement au Tribunal administratif.

Le Tribunal plénier désigne également le président de chacune des cours, leurs membres et leurs suppléants, en tenant compte des intérêts de la justice et du Tribunal cantonal unifié et, dans la mesure du possible, des souhaits des magistrats en place. Les présidents de cour président les séances.

Art. 14

Toutes les cours du Tribunal cantonal unifié, à l'exception des deux cours spéciales en matière administrative, seront formées de trois juges.

La possibilité de siéger à cinq juges, actuellement prévue uniquement pour les cours d'appel civil (art. 146 al. 3 LOJ), est maintenue, mais élargie à toutes les matières du droit, civil, pénal et administratif. Ainsi le règlement du Tribunal cantonal unifié pourra prévoir qu'une cour siège à cinq juges dans des cas particuliers, comme un changement de jurisprudence, pour certains types de décisions ou à la demande de l'un des juges, par exemple.

Art. 15

Cette disposition reprend le texte de l'article 16 LOTA et règle le fonctionnement des deux cours spéciales, la Cour fiscale et la Cour des assurances sociales, identique à leur fonctionnement actuel au sein du Tribunal administratif.

Art. 16

Le président d'une cour est compétent pour statuer dans certains cas en lieu et place de la cour, conformément aux trois codes de procédure (notamment pour des décisions de nature procédurale).

Art. 17

Cette disposition reprend en partie l'énoncé de l'article 19 LOTA.

Art. 18

Le Tribunal cantonal étant l'autorité ordinaire de la juridiction administrative, il y a lieu d'ancrer dans la loi un renvoi général à la législation spéciale. Ce renvoi concerne essentiellement le CPJA et les diverses lois, modifiées par le projet fixant l'organisation de certaines autorités de la juridiction administrative.

Art. 19

La récusation en matière civile et pénale est réglée par la loi d'organisation judiciaire.

Le Tribunal cantonal unifié étant également une autorité administrative, il convient d'effectuer un renvoi général aux règles du Code de juridiction et de procédure administrative pour les questions de récusation en matière administrative, dans la mesure où le système prévu n'est pas identique à celui mis en place pour les affaires civiles et pénales.

Art. 20

Comme le Tribunal cantonal unifié comprendra plusieurs sortes de cours, il est nécessaire, dans l'intérêt des autorités et des justiciables, d'assurer l'unité de la jurisprudence entre les cours.

En cas de divergence de jurisprudence entre deux cours, la question est soumise au Tribunal plénier. Il rend ensuite une décision de principe qui lie toutes les cours (cf. commentaire ad art. 10).

Art. 21

La publicité des jugements découle des articles 19 et 31 al. 2 de la Constitution fribourgeoise.

Art. 22

Comme le Tribunal cantonal est une autorité judiciaire supérieure, il se justifie de lui accorder un large pouvoir d'organisation. Le présent projet de loi se limite donc à n'établir que les règles indispensables en matière d'organisation et d'administration et renvoie pour le surplus au règlement du Tribunal.

Dans les limites ainsi définies, le Tribunal cantonal unifié réglera librement son organisation interne ainsi que son administration, comme c'est déjà actuellement le cas pour le Tribunal cantonal (art. 92 al. 1 LOJ) et le Tribunal administratif (art. 23 LOTA).

Le Tribunal plénier pourra ainsi déléguer certaines tâches ou compétences décisionnelles au président du Tribunal cantonal unifié, à la commission administrative ou à une autre commission qu'il aurait mise sur pied.

Le Tribunal cantonal unifié instituera en effet, selon ses besoins, d'autres commissions, comme, par exemple, une commission informatique, une commission de la bibliothèque, etc.

L'alinéa 3 réserve les compétences du Grand Conseil et du Conseil d'Etat en matière financière et organisationnelle. Le pouvoir organisationnel du Tribunal cantonal (définition des structures et des moyens nécessaires) ne pourra être mis en œuvre que si le cadre financier (budgétaire) est donné par l'exécutif et le législatif (cf. art. 102 et 113 Cst.).

Art. 23

Comme annoncé dans le commentaire de l'article 17 de la loi sur l'élection et la surveillance des juges (LESJ), la question de la suppression éventuelle de postes de juges cantonaux suite à la réunion du Tribunal cantonal et du Tribunal administratif doit être traitée dans le cadre de ce projet. En l'occurrence, si une suppression de poste devait être envisagée, la date de la révocation du juge concerné devrait coïncider au plus tôt avec la date de la fin de sa fonction.

Comme en cas de non-réélection, il convient de prévoir une indemnité de suppression de poste pour le(s) juge(s) concerné(s), dans la mesure où ils ne sont pas responsables de cette situation.

Contrairement à l'indemnité en cas de non-réélection, cette indemnité de suppression de poste devrait également être versée aux juges cantonaux au bénéfice des dispositions transitoires de la loi du 15 juin 2004 sur la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux. En effet, le système de prévoyance professionnelle dont bénéficient ces juges

couvre certes le risque de non-réélection (risque qui était essentiellement politique), mais non celui d'une suppression de poste qui n'avait pas été envisagée.

Art. 24 et 25

Des dispositions de la loi sur le Grand Conseil et de la loi d'organisation judiciaire doivent être adaptées au nouveau droit. Il s'agit d'adaptations de nature technique et terminologique, ne comportant pas d'autre modification de fond que celles qui sont prévues dans le corps de la loi.

Art. 26

Le projet de loi nécessite l'abrogation de différents textes.

4. CONSÉQUENCES

4.1 Conséquences financières et en personnel

Les conséquences financières sont, en l'état, difficiles à évaluer. La réunion pourrait engendrer une modification (diminution ou augmentation) du nombre de postes de juges cantonaux, voire du nombre de greffiers.

Une fois les deux tribunaux réunis, l'on procédera au réexamen des cahiers des charges de tous les collaborateurs, afin de voir si l'on trouve de la disponibilité au sein des effectifs actuels pour occuper les postes de comptable, de documentaliste et d'huissier. Il se peut que pour ces deux derniers postes, aucun disponible ne puisse être trouvé.

Les autres coûts importants engendrés par la réunification concernent les locaux.

Les besoins en locaux ont été chiffrés, de façon approximative, et se montent à:

- surface rez et étages: 2967 m²
- surface en sous-sol: 245 m².

La recherche de locaux adaptés pour accueillir le Tribunal cantonal unifié suit son cours. Le Service des bâtiments étudie actuellement différentes possibilités, que cela soit l'aménagement d'un bâtiment de l'Etat, l'acquisition d'un bâtiment permettant d'accueillir le Tribunal cantonal unifié ou la construction d'un nouveau bâtiment.

La réunion des deux tribunaux sous un même toit ne pourra pas être réalisée pour le 1^{er} janvier 2008. Le coût d'une transformation d'un bâtiment existant comme la construction d'un nouvel immeuble (mais sans le terrain et les aménagements extérieurs) sont estimés à 9 millions de francs (soit environ 3000 francs le mètre carré, y c. le mobilier).

4.2 Autres conséquences

L'organisation de la justice civile, pénale et administrative est de la seule compétence du canton. Le projet proposé exécute les dispositions de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 et est conforme à celle-ci.

Par ailleurs, l'avant-projet ne concerne pas une matière régie par le droit de l'Union européenne.

BOTSCHAFT Nr. 24

10. Juli 2007

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf des Gesetzes über die Organisation des Kantonsgerichts (KGOG)

Wir haben die Ehre, Ihnen einen Entwurf des Gesetzes über die Organisation des Kantonsgerichts zu unterbreiten.

1. NOTWENDIGKEIT DES PROJEKTES

Die Kantonsverfassung vom 16. Mai 2004 (nachfolgend: KV; SGF 10.1) sieht mehrere Änderungen bezüglich der Organisation der richterlichen Gewalt vor; die wichtigsten sind folgende:

- Die Aufsicht über die Justizbehörden und deren Mitglieder wird einer unabhängigen Behörde, dem Justizrat, übertragen. Dieser Rat, dessen Mitglieder vom Grossen Rat gewählt werden, hat seine Tätigkeit am 1. Januar 2007 aufgenommen (Art. 152 Abs. 1 KV).
- Die erinstanzlichen Richter sowie der Generalstaatsanwalt und dessen Substituten werden künftig vom Grossen Rat gewählt, wie dies bereits für die Kantonsrichter der Fall ist, und nicht mehr vom Wahlkollegium. Die Bewerbungen für Funktionen in der Justiz werden vom Justizrat begutachtet; die Wahl erfolgt auf unbestimmte Amts dauer. Dieses neue System ist ab dem 1. Januar 2008 anwendbar (Art. 152 Abs. 3 KV).
- Das Kantonsgericht und das Verwaltungsgericht werden in einer Behörde zusammengefasst, dem vereinigten Kantonsgericht. Dieses Gericht wird seine Tätigkeit am 1. Januar 2008 aufnehmen (Art. 152 Abs. 2 KV).

Um diese Änderungen zu konkretisieren, wurde ein Gesetzesvorentwurf ausgearbeitet und bei den politischen Parteien und den betroffenen Behörden in Vernehmlassung gegeben. Die Ergebnisse dieser Vernehmlassung wurden in der Botschaft zum Entwurf des Gesetzes über den Justizrat vorgestellt (Botschaft Nr. 276 vom 29. August 2006, TGR S. 2032ff.).

Nach dieser Vernehmlassung und unter Berücksichtigung der von der Verfassung vorgeschriebenen Fristen hat der Staatsrat entschieden, den Vorentwurf des Gesetzes in drei Entwürfe aufzuteilen:

1. Entwurf des Gesetzes über den Justizrat: Dieser Entwurf wurde am 6. Oktober 2006 vom Grossen Rat verabschiedet.
2. Entwurf des Gesetzes über die Wahl der Mitglieder der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft: Dieser Entwurf wurde am 11. Mai 2007 vom Grossen Rat verabschiedet.
3. Entwurf des Gesetzes über das (vereinigte) Kantonsgericht: Es handelt sich um den vorliegenden Gesetzesentwurf, der am 1. Januar 2008 in Kraft treten soll.

Der vorliegende Entwurf stellt somit die letzte Etappe der Anpassung der Gerichtsorganisation an die neue Verfassung dar.

2. ALLGEMEINE VORSTELLUNG DES ENTWURFES

2.1 Die aktuelle Situation

2.1.1 Das Kantonsgericht

Das Kantonsgericht befindet sich heute in Freiburg, Rathausplatz, und ist die oberste Behörde in Zivil- und Strafsachen.

Es ist aus acht Höfen oder Kammern zusammengesetzt: dem I. und dem II. Zivilappellationshof, dem Strafappellationshof, dem Moderationshof, der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer, der Vormundschaftskammer und der Handelsregisterkammer. Jeder Hof / jede Kammer tagt zu dritt. Ausnahmsweise können die Zivilappellationshöfe zu fünf tagen auf Antrag eines ihrer Mitglieder (vgl. Art. 146 Abs. 3 GOG); diese in der Praxis seltene Möglichkeit erlaubt es Grundsatzfragen zu entscheiden.

Das Kantonsgericht besteht aus sieben vollzeitig tätigen Richtern und aus 14 Ersatzrichtern. Es hat einen Chef-Gerichtsschreiber zu 100%, sechs Gerichtsschreiber-Stellvertreter (4 EPT), eine Bürochefin zu 100%, fünf Sekretärinnen (2,7 EPT) und einen Techniker infocentre zu 100%. Es hat auch normalerweise einen Gerichtsschreiber-Praktikanten zu 100%.

Im Jahr 2006 musste das Kantonsgericht 1948 Fälle behandeln (1670 eingegangene Fälle und 278 am 1. Januar 2006 hängige Fälle). Gegenüber dem Vorjahr verzeichnete es einen Rückgang der neu eingegangenen Fälle von 14,5% (eingegangene Fälle 2005: 1955 und 2004: 2072).

2.1.2 Das Verwaltungsgericht

Das Verwaltungsgericht befindet sich heute in Givisiez, Route André-Piller 21, und ist die oberste Behörde in Verwaltungssachen.

Es ist aus fünf Gerichtshöfen zusammengesetzt: drei allgemeine Verwaltungsgerichtshöfe und zwei spezielle Gerichtshöfe, nämlich den Steuergerichtshof und den Sozialversicherungsgerichtshof. Die drei allgemeinen Gerichtshöfe tagen zu dritt; der Steuergerichtshof tagt mit einem Richter und vier Beisitzern und der Sozialversicherungsgerichtshof tagt mit einem Richter und zwei Beisitzern.

Das Verwaltungsgericht besteht aus sieben vollzeitig tätigen Richtern, aus sechs Beisitzern in den speziellen Gerichtshöfen, sowie aus sieben Ersatzrichtern und sechs Ersatzbeisitzern. Es hat einen Chef-Gerichtsschreiber zu 100%, neun Gerichtsschreiber-Berichterstatter (7 EPT), eine Bürochefin zu 100%, fünf Sekretärinnen (3 EPT) und zwei Lehrlinge. Es hat auch normalerweise zwei Gerichtsschreiber-Praktikanten zu 100%.

Im Jahr 2006 musste das Verwaltungsgericht 1934 Fälle behandeln (1148 eingegangene Fälle und 786 am 1. Januar 2006 hängige Fälle). Gegenüber dem Vorjahr verzeichnete es einen Rückgang von 3,5% der neu eingegangenen Fälle (eingegangene Fälle 2005: 1189 und 2004: 1243).

Das Verwaltungsgericht führt auch das Schiedsgericht für die Kranken- und Unfallversicherung und stellt seine Infrastruktur dafür zur Verfügung.

2.2 Die Ziele

Die sechs folgenden Ziele wurden für die Vereinigung der beiden Gerichte festgelegt:

1. **Eine tief greifende Vereinigung** schaffen. Es war ein klarer Wille, eine neue obere Gerichtsbehörde zu schaffen. Die Hypothese eines einfachen «Übereinanderlegens» der beiden existierenden Instanzen unter Beibehaltung ihrer jeweiligen Struktur und Tätigkeit wurde verworfen.
2. **Rahmenvorschriften** schaffen, welche die wesentlichen Regeln bezüglich der richterlichen Organisation des vereinigten Kantonsgerichts festlegen, diesem jedoch die Kompetenz lassen, sich selbst zu organisieren nach seinem Bedarf und den zwischen den Gerichtshöfen aufzuteilenden Fällen. Es ist in der Tat wichtig, dass die organisatorischen Kompetenzen der Reglemente des Kantonsgerichts und des Verwaltungsgerichts für das künftige vereinigte Kantonsgericht beibehalten werden.
3. **Vorschriften** schaffen, **die zukünftigen Erwartungen gerecht werden**. Es ist in der Tat wichtig, dass die neuen gesetzlichen Bestimmungen eine Entwicklung des vereinigten Kantonsgerichtes zulassen, zum Beispiel im Zusammenhang mit der Zunahme der Bevölkerung und demzufolge der ihm unterbreiteten Angelegenheiten, sowie mit den zahlreichen Gesetzesrevisionen, welche für die nahe Zukunft angekündigt sind.
4. **Eine «einheitliche» Basisstruktur** schaffen. Die richterliche Organisation der verschiedenen Gerichtshöfe wird gleichartig, um die organisatorische Einheit des vereinigten Kantonsgerichts zu konkretisieren. Diese Option schliesst eine Berücksichtigung der Besonderheiten der verschiedenen Rechtsgebiete (Zivil-, Straf- und Verwaltungsrecht) nicht aus.
5. Über eine genügende Struktur zu verfügen, die es erlaubt, **die Qualität der Justiz und die Einhaltung des Beschleunigungsgebotes zu garantieren**. In der Tat muss die obere kantonale Gerichtsbehörde über die notwendigen Mittel verfügen, um dieses Ziel zu erreichen, wie dies auch vom Verfassungsgeber gewollt war.
6. Schlussendlich prüfen, ob **gesetzliche Übergangsbestimmungen** vorgesehen werden müssen. Die administrative Organisation des vereinigten Kantonsgerichts wird tatsächlich wirksam sein, wenn die beiden Instanzen in einem Gebäude untergebracht sein werden. In der Zwischenzeit muss jedes Gericht weiterhin über seine jetzige Infrastruktur verfügen können. Es wird darum gehen, auch das Dienstverhältnis der Mitarbeiter der beiden Gerichte zu regeln und insbesondere das Schicksal der Stellen, die wegfallen könnten.

Hinzu kommen die Synergieeffekte, die sich aus der Vereinigung der beiden Gerichte ohne Zweifel ergeben werden: allfällige Verminderung des Personalbestandes und der Verwaltungskosten, namentlich durch die Vereinigung der beiden Bibliotheken (Einsparungen durch die Kündigung von Abonnementen juristischer Zeitschriften, die gegenwärtig doppelt bezahlt werden).

2.3 Die Gesetzesänderungen

Um diese Ziele zu erreichen wurde ein Entwurf eines Organisationsgesetzes des Kantonsgerichts erstellt. Parallel

dazu wurden Änderungen des Gerichtsorganisationsgesetzes vom 22. November 1949 notwendig, da dieses momentan allgemeine Organisationsvorschriften für das Kantonsgericht enthält. Weiter wird das vereinigte Kantonsgericht, wie dies bereits jetzt für die beiden kantonalen Gerichte der Fall ist, auf dem Reglementswege seine interne Organisation regeln können; diese wird also in einem Reglement des vereinigten Kantonsgerichts verankert.

Diese Änderungen sind nachfolgend im Detail Artikel um Artikel kommentiert. Sie können wie folgt zusammengefasst werden:

Das vereinigte Kantonsgericht wird aus drei Abteilungen bestehen (Zivilabteilung, Strafabteilung und Verwaltungsrechtliche Abteilung); diese Unterteilung ist nur organisatorisch, die Abteilungen haben keine richterliche Tätigkeit.

Die Abteilungen sind in Gerichtshöfe aufgeteilt, deren Anzahl, Bezeichnung und Befugnisse vom vereinigten Kantonsgericht in seinem Reglement festgesetzt werden. Jeder Gerichtshof besteht aus drei Richtern. Die Möglichkeit mit fünf Richtern zu tagen, zurzeit nur für den Zivilappellationshof vorgesehen (Art. 146 Abs. 3 GOG), wird beibehalten, jedoch erweitert auf alle Rechtsgebiete (Zivil-, Straf- und Verwaltungsrecht). Die Verwaltungsrechtliche Abteilung umfasst zwei spezielle Gerichtshöfe, die namentlich mit Beisitzern tagen (4 Beisitzer beim Steuergerichtshof und 2 Beisitzer beim Sozialversicherungsgerichtshof).

Das vereinigte Kantonsgericht wird über 12 bis 16 Richterstellen (12–16 EPT) verfügen.

Das vereinigte Kantonsgericht wird über zwei Kategorien von Gerichtsschreibern verfügen: die Gerichtsschreiber und die Gerichtsschreiber-Berichterstatter.

Das vereinigte Kantonsgericht wird über eine Verwaltungskommission verfügen, welche für die Verwaltung des Gerichts verantwortlich sein und die Angelegenheiten behandeln wird, die weder in die Zuständigkeit des Gesamtgerichts noch in jene des Präsidenten fallen. Es wird ebenfalls weitere Kommissionen bilden (Geschäftsprüfungskommission, Informatikkommission, Bibliothekskommission, usw.).

Das vereinigte Kantonsgericht wird über einen Generalsekretär zu 100%, der Jurist ist, verfügen, der administrative und juristische Aufgaben haben wird (Umwandlung von einer der bestehenden Stellen der beiden Chef-Gerichtsschreiber, samt Anpassung des Pflichtenheftes). Es wird ebenfalls über das zum korrekten Funktionieren notwendige Verwaltungspersonal verfügen (Buchhalter, Sekretärin, Weibel).

2.4 Die Übergangsbestimmungen

Da eine Zusammenführung der beiden Gerichte unter einem Dach wegen fehlenden Räumlichkeiten nicht auf den 1. Januar 2008 möglich ist, hat man sich überlegt, ob Übergangsbestimmungen vorzusehen sind, die eine etappenweise Zusammenführung ermöglichen könnten.

Nach einer Situationsanalyse hat man festgestellt, dass die für die Zusammenführung getroffenen Optionen gesamthaft nicht den Erlass von Übergangsbestimmungen notwendig machen, ausser um temporär die spezielle Situation der Gerichtsschreiber und der Bürochefs zu regeln und den Bibliothekskommissionen zu erlauben, ihre

Tätigkeiten weiterzuverfolgen. Die notwendigen Ausgestaltungen der vorgeschlagenen Abänderungen werden über das Reglement des zusammengeführten Kantonsgerichts geschehen, welches im Herbst 2007 zu erlassen sein wird, damit die neue Struktur ab dem 1. Januar 2008 wirksam sein könnte. Zusammengefasst muss dieses Reglement folgende Punkte vorsehen:

1. das Plenum des zusammengeführten Kantonsgerichtes wird mindestens ein Mal pro Trimester tagen vor der körperlichen Zusammenführung oder öfter wenn der Präsident des zusammengeführten Kantonsgerichts dies für nötig erachtet;
2. Gesamtgerichte, die eine oder mehrere Abteilungen zusammenbringen können organisiert werden, um beiden Gerichten zu erlauben, ihre internen Angelegenheiten weiterhin zu verwalten bis zur körperlichen Zusammenführung;
3. für das Vizepräsidium des zusammengeführten Kantonsgerichtes wird eine alternierende Lösung zu treffen sein zwischen den Mitgliedern des jetzigen Kantonsgerichts und des Verwaltungsgerichts (der Vizepräsident dürfte im darauf folgenden Jahr vom Grossen Rat zum Präsidenten gewählt werden);
4. Vorkehrungen müssen getroffen werden, um die Situation des doppelt vorhandenen Personals zu regeln oder die Abänderung des Status (vgl. Gerichtsschreiber, Bürochefs, usw.);
5. die Gerichtsschreiber können bei Bedarf in anderen Gerichtshöfen oder Sektionen arbeiten;
6. Vorkehrungen zur Regelung der Informatik- und Buchhaltungsprobleme müssen getroffen werden.

3. KOMMENTAR DER ARTIKEL

Art. 1

Diese Bestimmung übernimmt den Wortlaut von Artikel 124 Abs. 1 und 2 der Verfassung, der das Kantonsgericht begründet.

Art. 2

Diese Bestimmung wendet den in Artikel 191c der Bundesverfassung verankerten Grundsatz der Unabhängigkeit der Gerichtsbehörden auf das Kantonsgericht an. Dieser Grundsatz ist bereits in Artikel 3 des Gesetzes vom 24. April 1990 über die Organisation des Verwaltungsgerichts (VGOG) enthalten.

Art. 3

Diese Bestimmung verlangt keine besonderen Bemerkungen.

Art. 4

Kantonsrichter

Zurzeit sind das Kantonsgericht und das Verwaltungsgericht aus je 7 vollzeittägigen Richtern zusammengesetzt. Anlässlich der Vereinigung ist eine Anzahl Richter zwischen 12 und 16 Posten vorzusehen, um allenfalls eine Anpassung der Anzahl Kantonsrichter an die realen Bedürfnisse des zusammengeführten Kantonsgerichts vornehmen zu können.

Die Richter werden als Richter des (zusammengeführten) Kantonsgerichtes gewählt (und nicht in eine bestimmte

Abteilung oder einen bestimmten Gerichtshof). Jeder Richter muss die ihm vom Kantonsgericht oder von der Abteilung, der er angehört, zugeordneten Aufgaben akzeptieren. Das Kantonsgericht (Plenum) wird die Dauer dieser Zuordnung (mindestens zwei Jahre) festlegen und entscheiden, in welcher Abteilung der ernannte Richter bei einer Vakanz tagen wird.

Beisitzer und Ersatzbeisitzer

Die Funktion des Beisitzers existiert nur in den beiden speziellen Gerichtshöfen der Verwaltungsrechtlichen Abteilung des vereinigten Kantonsgerichts, wie dies bereits jetzt im Verwaltungsgericht der Fall ist. Der Steuergerichtshof hat vier Beisitzer, der Sozialversicherungsgerichtshof zwei Beisitzer.

Dieses System war schon vor der Verabschiedung des Gesetzes über die Organisation des Verwaltungsgerichtes für die damaligen Rekurskommissionen in Kraft. Es hat sich seither bestens bewährt.

Mit diesem System sowie dem Einsatz von Gerichtsschreiber-Berichterstattern kann die Anzahl Berufsrichter am Gericht beschränkt werden. Zudem muss weniger oft auf externe Experten zurückgegriffen werden.

Die Beibehaltung der Funktion der Beisitzer rechtfertigt sich aufgrund des Willens, über aus Spezialisten bestehende Gerichtshöfe zu verfügen auf dem Gebiet des Steuerrechts und des Sozialversicherungsrechts. Dieses System trägt den Besonderheiten dieser Rechtsgebiete Rechnung. Die Beisitzer werden deshalb gestützt auf ihre besonderen technischen Kenntnisse in diesen Gebieten ausgewählt und erfüllen eigentlich die Funktion von internen Experten am Gericht (vgl. Botschaft des Staatsrates vom 5. Oktober 1989 über den Entwurf des Gesetzes über die Organisation des Verwaltungsgerichts sowie die Grossratsdebatten, *TGR* 1990 I 339ff.).

Stellvertretung und Ersatzrichter

In der Regel vertreten sich die einem Gerichtshof zugeordneten Richter unter sich. Diese Stellvertretung schliesst eine Spezialisierung der Richter in den verschiedenen Gebieten nicht aus.

Dieses System erlaubt eine erleichterte und rasche Stellvertretung der Richter im Bedarfsfall.

Es geht also darum eine genügende Anzahl externer Ersatzrichter (mindestens so viele wie es Kantonsrichter gibt) vorzusehen. Deren Anzahl wird keine finanziellen Mehrlasten verursachen, da die Ersatzrichter nur entlohnt werden, wenn sie tagen.

Schlussendlich wird die aktuelle Formulierung des GOG wonach «mindestens zwei Richter deutscher Muttersprache sein müssen» aufgegeben in Absatz 2 zugunsten des Textes von Artikel 6 Abs. 3 des Gesetzes vom 24. April 1990 über die Organisation des Verwaltungsgerichts (VGOG). In der Tat ist aufgrund der Erhöhung der Anzahl Richter auf 12–16 Stellen eine Mindestanzahl von zwei Deutschsprachigen nicht mehr angemessen.

Art. 5

Der Präsident des vereinigten Kantonsgerichts wird vom Grossen Rat für ein Jahr gewählt. Er ist nicht sofort wieder wählbar (Art. 124 Abs. 3 KV).

Art. 6

Wie dies zurzeit für das Kantonsgericht und für das Verwaltungsgericht der Fall ist, bestimmt das Gesamtgericht den Vizepräsidenten des vereinigten Kantonsgerichts. Dieser wird unter den Richtern für ein Jahr gewählt.

Art. 7

Das vereinigte Kantonsgericht wird über einen Generalsekretär mit juristischer Ausbildung und einem Anstellungsgrad zu 100% verfügen, der administrative und richterliche Tätigkeiten ausüben wird. Es geht hier nicht um die Schaffung einer neuen Stelle, sondern um die Umwandlung einer der beiden bisherigen Stellen des Chef-Gerichtsschreibers, mit einem spezifischen Pflichtenheft.

Der Generalsekretär übt eine Stabsfunktion aus beim Gesamtgericht des vereinigten Kantonsgerichtes, seiner Verwaltungskommission und ihres Präsidenten, in Personal-, Organisations-, Verwaltungs-, Finanz- und Öffentlichkeitsfragen. Die Funktion des Generalsekretärs besteht darin – über das jährliche Mandat des Präsidenten des vereinigten Kantonsgerichts hinaus – eine Kontinuität in der Verwaltung des Gerichtes zu garantieren. Der Generalsekretär wird sich namentlich um die Informatioen der Öffentlichkeit kümmern.

Er wird, in Zusammenarbeit mit den Abteilungspräsidenten, die Verteilung der Fälle innerhalb der Abteilung vornehmen und das Personal des vereinigten Kantonsgerichts führen. Auch wird er das Protokoll der Sitzungen des Gesamtgerichtes führen und dessen Entscheide vorbereiten.

Der Generalsekretär kann ebenfalls als Gerichtsschreiber tätig sein, wie es zurzeit die beiden Chef-Gerichtsschreiber tun.

Art. 8

Es gibt zwei Kategorien von Gerichtsschreibern: den Gerichtsschreiber und den Gerichtsschreiber-Berichterstatter.

Der *Gerichtsschreiber* ist der Mitarbeiter der unter der Autorität eines Richters arbeitet; er führt namentlich die Protokolle der Verhandlungen und verfasst für ihn Entscheidewürfe.

Der *Gerichtsschreiber-Berichterstatter* seinerseits verfasst autonom Urteilsentwürfe und präsentiert sie den Gerichtshöfen und er instruiert völlig unabhängig die ihm anvertrauten Fälle. Diese Funktion existiert zurzeit nur im Verwaltungsgericht (Steuer- und Sozialversicherungsfälle). Das System der Gerichtsschreiber-Berichterstatter wird für die beiden speziellen Gerichtshöfe der Verwaltungsrechtlichen Abteilung des vereinigten Kantonsgerichts beibehalten. Diese Möglichkeit wird zudem auf alle drei Abteilungen (Zivil-, Straf- und Verwaltungsrecht) ausgedehnt.

Es ist wichtig, dass das vereinigte Kantonsgericht über eine genügende Anzahl Gerichtsschreiber verfügt, damit die Richter wirksam in ihrer juristischen Tätigkeit unterstützt werden.

Die Gerichtsschreiber werden vom vereinigten Kantonsgericht angestellt und durch Entscheid des Gesamtgerichts, je nach Bedarf des Gerichts, einer Abteilung, einem Gerichtshof oder einem Richter zugeteilt. Es ist wichtig, dass sich die Gerichtsschreiber in einem oder

mehreren Rechtsgebieten spezialisieren können, ohne jedoch die Mobilität zu verlieren, in einer anderen Abteilung oder einem anderen Gerichtshof zu arbeiten.

Die Gerichtsschreiber-Berichterstatter werden ebenfalls vom vereinigten Kantonsgesetz angestellt und durch Entscheid des Gesamtgerichts dem Steuergerichtshof oder dem Sozialversicherungsgerichtshof zugeteilt. Sie können ebenfalls, je nach Bedarf des Gerichts, einer anderen Abteilung oder einem anderen Gerichtshof zugeordnet werden.

Mit der Einführung des Bologna-Modells erteilen die Universitäten keine Lizentiate mehr, sondern «Bachelor» oder «Master» Diplome. Das Master entspricht dem alten Lizentiat. Deshalb wird für das Amt des Gerichtsschreibers jenes Diplom verlangt (und nicht bloss ein Bachelor).

Der Absatz 2 behandelt das Personal der Gerichtsschreiberei (ausser den Gerichtsschreibern). Das vereinigte Kantonsgesetz wird über das zum korrekten Funktionieren notwendige Verwaltungspersonal verfügen.

Das *Sekretariat* wird in einem Pool organisiert was die eigentliche Sekretariatsarbeit angeht, wie Schreibarbeiten, Korrespondenz, Registrierung und Führen der Akten, und allenfalls besondere Aufgaben (Empfang und Telefondienst). Die Sekretäre werden jedoch einer Abteilung zugeteilt für die spezifische Tätigkeit der Abteilung (z.B. Protokollführung).

Die Koordination der Sekretäre der Abteilungen (Festlegung der Arbeitszeit, Organisation der Ferien, Verwaltung der Absenzen, usw.) könnte von einem oder einer für das Sekretariat verantwortlichen Sekretär(in) übernommen werden als Referenzperson für den Generalsekretär für das Sekretariat des vereinigten Kantonsgesetzes. Dieser Posten würde mit einer aktuellen Stelle der beiden Gerichte organisiert.

Das Personal des vereinigten Kantonsgesetzes, nämlich die Gerichtsschreiber und das Verwaltungspersonal, arbeitet unter der Verantwortung des Generalsekretärs des vereinigten Kantonsgesetzes.

Art. 9

Diese Bestimmung verlangt keine besonderen Bemerkungen.

Art. 10

Das Gesamtgericht ist aus allen Berufskantonsrichtern (unter Ausschluss der Beisitzer und der Stellvertreter) zusammengesetzt. Es wird vom Präsidenten des vereinigten Kantonsgesetzes präsidiert. Dieser hat bei Stimmen-Gleichstand den Stichentscheid.

Das Gesamtgericht ernennt den Vizepräsidenten des vereinigten Kantonsgesetzes. Es bezeichnet ebenfalls die Präsidenten der drei Abteilungen (Zivil-, Straf- und Verwaltungsrecht).

Es wird dem Gesamtgericht obliegen, die für das vereinigte Kantonsgesetz notwendige Anzahl Gerichtshöfe festzusetzen.

Das Gesamtgericht wird ebenfalls befugt sein, Divergenzen der Rechtssprechung zwischen zwei Abteilungen oder zwei Gerichtshöfen zweier verschiedener oder einer Abteilung zu regeln.

Art. 11

Die *Verwaltungskommission* ist sozusagen ein Ausschuss des Gesamtgerichts. Sie ist zuständig für die Verwaltung des Gerichts, behandelt die Geschäfte, die nicht dem Gesamtgericht oder dem Präsidenten obliegen und nimmt alle Aufgaben wahr, die ihm vom Gesamtgericht im Reglement des vereinigten Kantonsgesetzes übertragen worden sind.

Sie ist aus dem Präsidenten und dem Vizepräsidenten des vereinigten Kantonsgesetzes und den drei Abteilungspräsidenten zusammengesetzt. Der Generalsekretär hat beratende Stimme.

Art. 12

Das vereinigte Kantonsgesetz setzt sich aus drei Abteilungen zusammen: Zivil-, Straf- und Verwaltungsrechtliche Abteilung.

Diese Unterteilung ist bloss organisatorisch; sie erlaubt eine klare Trennung der Gebiete, welche die drei allgemeinen Rechtsgebiete sind, und dies im Einklang mit der Verfassung, in der geschrieben steht: «*Das Kantonsgesetz ist die oberste Behörde in Zivil-, Straf- und Verwaltungsachen*» (Art. 124 Abs. 1 KV). Sie erlaubt es auch, die Übergangsperiode zu vereinfachen in Erwartung der körperlichen Zusammenführung der beiden heutigen Instanzen.

Als solche besitzen die Abteilungen keinerlei Rechtsprechungsbefugnis.

Jede Abteilung hat einen vom Gesamtgericht bezeichneten Präsidenten. Sitzungen der Abteilungen werden je nach Bedarf organisiert.

Die Präsidenten der Abteilungen leiten die Sitzungen der Abteilungen, wachen über die uniforme Anwendung des Rechts innerhalb der Abteilung, die ausgeglichene Verteilung der Fälle unter den Gerichtshöfen und die Zuteilung der Gerichtsschreiber je nach Bedarf der Gerichtshöfe.

Art. 13

Zum Zweck der richterlichen Tätigkeit des vereinigten Kantonsgesetzes sind die Abteilungen in Gerichtshöfe aufgeteilt.

Das Gesamtgericht setzt die Anzahl Gerichtshöfe, deren Bezeichnung und Befugnisse in seinem Reglement je nach seinem Bedarf fest. Es besteht kein Grund im Gesetz eine Mindestanzahl Gerichtshöfe vorzusehen. In der Tat ist es nicht ausgeschlossen einen neuen Gerichtshof zwecks besserer Behandlung der Angelegenheiten zu schaffen (wie zum Beispiel einen Familiengerichtshof) oder gegenüber der jetzigen Situation einen Gerichtshof abzuschaffen oder deren Anzahl zu erhöhen.

Die Verwaltungsrechtliche Abteilung wird unter anderem zwei spezielle Gerichtshöfe umfassen, den Steuergerichtshof und den Sozialversicherungsgerichtshof. Diese beiden Gerichtshöfe existieren bereits im heutigen Verwaltungsgericht.

Das Gesamtgericht bezeichnet ebenfalls die Präsidenten aller Gerichtshöfe, sowie deren Mitglieder und Stellvertreter unter Berücksichtigung der Interessen der Justiz und des vereinigten Kantonsgesetzes, und falls möglich, der Wünsche der Richter. Die Präsidenten der Gerichtshöfe leiten die Sitzungen.

Art. 14

Alle Gerichtshöfe des vereinigten Kantonsgerichts werden mit drei Richtern tagen, ausser die beiden speziellen Verwaltungsgerichtshöfe.

Die Möglichkeit zu fünf zu tagen – zurzeit nur für den Zivilappellationshof vorgesehen (Art. 146 Abs. 3 GOG) – wird beibehalten und auf alle Rechtsgebiete ausgedehnt (Zivil-, Straf- und Verwaltungsrecht). Das Reglement des vereinigten Kantonsgerichts wird demnach vorsehen können, dass ein Gerichtshof mit fünf Richtern tagt in bestimmten Fällen wie zum Beispiel bei einer Änderung der Rechtsprechung, für gewisse Arten von Entscheiden oder auf Antrag eines Richters.

Art. 15

Diese Bestimmung übernimmt den Text von Artikel 16 VGOG und regelt die Tätigkeit der beiden speziellen Gerichtshöfe (Steuergerichtshof und Sozialversicherunggerichtshof) identisch ihrem heutigen Funktionieren im Verwaltungsgericht.

Art. 16

Der Präsident eines Gerichtshofes ist zuständig, in gewissen Fällen anstelle des Gerichtshofes, gestützt auf die drei Verfahrensgesetze (namentlich für Verfahrensent-scheide), zu entscheiden.

Art. 17

Diese Bestimmung übernimmt teilweise den Wortlaut von Artikel 19 VGOG.

Art. 18

Da das Kantonsgericht die ordentliche Verwaltungsjustizbehörde ist, gilt es im Gesetz einen allgemeinen Verweis auf die Spezialgesetzgebung zu verankern. Dieser Verweis betrifft vor allem das VRG und die verschiedenen Gesetze über die Organisation gewisser Behörden der Verwaltungsjustiz, die vom Entwurf abgeändert werden.

Art. 19

Der Ausstand in Zivil- und Strafsachen wird vom Gerichtsorganisationsgesetz geregelt.

Da das vereinigte Kantonsgericht ebenfalls eine Verwaltungsbehörde ist, ist ein allgemeiner Verweis auf die Bestimmungen des Verwaltungsverfahrensgesetzes notwendig den Ausstand in Verwaltungssachen betreffend, da das vorgesehene System nicht identisch mit jenem in Zivil- und Strafsachen ist.

Art. 20

Da das vereinigte Kantonsgericht verschiedene Gerichtshöfe umfassen wird, ist es im Interesse der Behörden und der Rechtsuchenden notwendig, eine einheitliche Rechtsprechung zwischen den Gerichtshöfen zu garantieren.

Bei divergierender Rechtsprechung zwischen zwei Gerichtshöfen wird die Frage dem Gesamtgericht unterbreitet. Dieses fällt dann einen Grundsatzentscheid, der für alle Gerichtshöfe verbindlich ist (vgl. Kommentar ad Art. 10).

Art. 21

Die Öffentlichkeit der Urteile folgt aus den Artikeln 19 und 31 Abs. 2 der Freiburger Kantonsverfassung.

Art. 22

Da das Kantonsgericht eine obere Gerichtsbehörde ist, rechtfertigt es sich, ihm eine weite Organisationskompetenz zu übertragen. Vorliegender Entwurf begnügt sich deshalb damit, die unverzichtbaren Regeln bezüglich Organisation und Verwaltung festzulegen und für den Rest auf das Reglement des Kantonsgerichts zu verweisen.

In den so festgelegten Grenzen wird das vereinigte Kantonsgericht seine interne Organisation sowie seine Verwaltung frei regeln können, wie dies bereits heute der Fall ist für das Kantonsgericht (Art. 92 Abs. 1 GOG) und für das Verwaltungsgericht (Art. 23 VGOG).

Das Gesamtgericht wird also gewisse Aufgaben oder Entscheidbefugnisse dem Präsidenten des vereinigten Kantonsgerichtes, einer Verwaltungskommission oder einer anderen von ihm gebildeten Kommission übertragen.

Das vereinigte Kantonsgericht wird je nach Bedarf andre Kommissionen bilden, wie zum Beispiel eine Informatikkommission, eine Bibliothekskommission, usw.

Der Absatz 3 behält die organisatorischen und finanziellen Befugnisse des Grossen Rates und des Staatsrates vor. Die organisatorische Befugnis des Kantonsgerichtes (Definition der Strukturen und der notwendigen Mittel) kann nur wahrgenommen werden, wenn der von der Exekutiven und der Legislativen zur Verfügung gestellte finanzielle Rahmen (Budget) vorhanden ist (vgl. Art. 102 und 113 KV).

Art. 23

Wie im Kommentar zu Artikel 17 des Gesetzes über die Wahl der Richterinnen und Richter und die Aufsicht über sie (RWAG) ausgeführt, muss die Frage einer allfälligen Aufhebung von Kantonsrichterstellen infolge der Vereinigung des Kantons- und des Verwaltungsgerichts im Rahmen dieses Entwurfes geregelt werden. Im vorliegenden Fall, sollte die Aufhebung eines Postens ins Auge gefasst werden, müsste das Datum der Abberufung des betreffenden Richters frühestens mit dem Ende von dessen Amtszeit zusammenfallen.

Wie im Falle einer Nicht-Wiederwahl geht es darum, eine Entschädigung wegen Aufhebung des Postens für den / die betreffenden Richter vorzusehen, da sie für diese Situation nicht verantwortlich sind.

Im Gegensatz zur Entschädigung im Falle einer Nicht-Wiederwahl, sollte diese Entschädigung wegen Aufhebung des Postens auch den Richtern ausbezahlt werden, die in den Genuss der Übergangsbestimmungen des Gesetzes vom 15. Juni 2004 über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtmänner und der Kantonsrichter kommen. In der Tat deckt das System der beruflichen Vorsorge das Risiko einer Nicht-Wiederwahl (vor allem politisches Risiko), jedoch nicht jenes einer Aufhebung des Postens, die nicht vorgesehen worden ist.

Art. 24 und 25

Die Bestimmungen des Grossratsgesetzes und des Gerichtsorganisationsgesetzes müssen dem neuen Recht angepasst werden. Es handelt sich um technische und terminologische Anpassungen, die keine anderen materiellen Abänderungen beinhalten als jene die im Gesetz vorgesehen sind.

Art. 26

Der Gesetzesentwurf macht die Aufhebung verschiedener Gesetzestexte notwendig.

4. KONSEQUENZEN

4.1 Finanzielle und personelle Konsequenzen

Die finanziellen Konsequenzen sind im jetzigen Zeitpunkt schwer abschätzbar. Es wird wahrscheinlich eine Änderung (Verringerung oder Erhöhung) der Anzahl Kantonsrichter, respektive Gerichtsschreiber geben.

Einmal die beiden Gerichte vereinigt, werden die Pflichtenhefte aller Mitarbeiter überprüft werden, um festzustellen, ob Verfügbarkeiten im Personal bestehen für Buchhalter, Dokumentalist und Weibel. Es ist möglich, dass für diese beiden Posten keine Verfügbarkeit gefunden werden kann.

Die anderen wichtigen durch die Vereinigung entstehenden Kosten betreffen die Räumlichkeiten

Der Bedarf an Räumlichkeiten wurde ungefähr beziffert und beträgt:

- | | |
|----------------------------------|----------------------|
| – Fläche Erdgeschoss und Etagen: | 2967 m ² |
| – Fläche Untergeschoss: | 245 m ² . |

Die Suche nach geeigneten Räumlichkeiten für das zusammengeführte Kantonsgericht ist im Gang. Das Hochbauamt prüft zurzeit verschiedene Möglichkeiten, sei es den Umbau eines Gebäudes des Staates, den Erwerb eines Gebäudes in dem das zusammengeführte Kantonsgericht untergebracht werden könnte oder einen Neubau.

Die Zusammenführung der beiden Gerichte unter einem Dach ist nicht auf den 1. Januar 2008 realisierbar. Die Umbaukosten eines bestehenden Gebäudes, sowie die Kosten eines Neubaus (ohne Boden und Aussengestaltung) werden auf 9 Millionen Franken (d.h. ca. 3000 Franken pro m², inkl. Mobilier) geschätzt.

4.2 Weitere Konsequenzen

Die Organisation der Zivil-, Straf- und Verwaltungsjustiz fällt in die alleinige Zuständigkeit der Kantone. Der vorgeschlagene Vorentwurf führt die Bestimmungen der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 aus und ist verfassungskonform.

Ausserdem betrifft der Vorentwurf kein vom Recht der Europäischen Union geregelter Gebiet.

**Loi
du
d'organisation du Tribunal cantonal (LOTC)**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu le message du Conseil d'Etat du 10 juillet 2007;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1 Compétence

¹ Le Tribunal cantonal est l'autorité supérieure en matière civile, pénale et administrative.

² Il juge en dernière instance cantonale les contestations administratives que la loi ne place pas dans la compétence définitive d'une autre autorité.

Art. 2 Indépendance

Dans l'exercice de ses attributions, le Tribunal cantonal est indépendant et n'est soumis qu'à la loi.

Art. 3 Siège et ressort

¹ Le ressort du Tribunal cantonal s'étend au canton.

² Son siège est à Fribourg.

³ Si les circonstances le justifient, il peut tenir audience dans tout autre lieu.

**Gesetz
vom
über die Organisation des Kantonsgerichts (KGOG)**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

gestützt auf die Botschaft des Staatsrates vom 10. Juli 2007;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

1. KAPITEL

Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Zuständigkeit

¹ Das Kantonsgericht ist die oberste Behörde in Zivil-, Straf- und Verwaltungs- sachen.

² Es beurteilt als letzte kantonale Instanz verwaltungsrechtliche Streitigkeiten, soweit sie nicht durch Gesetz in die endgültige Zuständigkeit einer anderen Behörde gelegt werden.

Art. 2 Unabhängigkeit

In der Ausübung seiner Befugnisse ist das Kantonsgericht unabhängig und nur dem Gesetz verpflichtet.

Art. 3 Sitz und Tätigkeitsgebiet

¹ Die Tätigkeit des Kantonsgerichts erstreckt sich auf den Kanton.

² Es hat seinen Sitz in Freiburg.

³ Wenn die Umstände es rechtfertigen, kann es an jedem andern Ort tagen.

CHAPITRE 2

Composition du Tribunal

Art. 4 Composition

¹ Le Tribunal cantonal est composé de:

- a) douze à seize juges et au moins autant de suppléants ou suppléantes;
- b) quatre assesseur-e-s auprès de la Cour fiscale et deux assesseur-e-s auprès de la Cour des assurances sociales, et six assesseur-e-s suppléants.

² Les deux langues officielles sont équitablement représentées parmi les membres du Tribunal.

Art. 5 Présidence

Le président ou la présidente du Tribunal cantonal est élu-e par le Grand Conseil pour une année. Il ou elle n'est pas immédiatement rééligible.

Art. 6 Vice-présidence

Le vice-président ou la vice-présidente du Tribunal cantonal est nommé-e parmi les juges, pour une année, par le Tribunal cantonal.

Art. 7 Secrétaire général-e

¹ Le Tribunal cantonal a un ou une secrétaire général-e. Celui-ci ou celle-ci doit être licencié-e ou titulaire d'un master en droit.

² Il ou elle peut être appelé-e à fonctionner comme greffier ou greffièrre.

Art. 8 Greffe

¹ Le Tribunal cantonal dispose de greffiers ou greffières rapporteur-e-s et de greffiers ou greffières. Ceux-ci doivent être licenciés ou titulaires d'un master en droit.

² Les greffiers ou greffières et les collaborateurs ou collaboratrices du greffe du Tribunal cantonal sont engagés par celui-ci.

2. KAPITEL

Zusammensetzung des Gerichts

Art. 4 Zusammensetzung

¹ Das Kantonsgericht besteht aus:

- a) 12 bis 16 Richterinnen und Richtern und mindestens gleich vielen Ersatzrichterinnen und Ersatzrichtern;
- b) vier Beisitzerinnen und Beisitzern am Steuergerichtshof und zwei Beisitzerinnen und Beisitzern am Sozialversicherungsgerichtshof sowie sechs Ersatzbeisitzerinnen und Ersatzbeisitzern.

² Die beiden Amtssprachen sind unter den Mitgliedern des Gerichtes angemessen vertreten.

Art. 5 Präsidium

Die Präsidentin oder der Präsident des Kantonsgerichts wird vom Grossen Rat für ein Jahr gewählt. Sie oder er kann nicht unmittelbar wieder gewählt werden.

Art. 6 Vizepräsidium

Die Vizepräsidentin oder der Vizepräsident des Kantonsgerichts wird vom Kantonsgericht unter den Richterinnen und Richtern für ein Jahr ernannt.

Art. 7 Generalsekretärin oder Generalsekretär

¹ Das Kantonsgericht hat eine Generalsekretärin oder einen Generalsekretär. Diese Person muss Inhaberin eines Lizentiats oder Masters der Rechte sein.

² Diese Person kann als Gerichtsschreiberin oder Gerichtsschreiber tätig sein.

Art. 8 Gerichtsschreiberei

¹ Das Kantonsgericht verfügt über Gerichtsschreiber-Berichterstatterinnen und Gerichtsschreiber-Berichterstatter und über Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber. Diese Personen müssen Inhaberinnen eines Lizentiats oder Masters der Rechte sein.

² Die Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber und die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts werden von diesem angestellt.

Art. 9 Huissiers ou huissières

Le Tribunal cantonal a un ou plusieurs huissiers ou huissières.

CHAPITRE 3**Organisation et fonctionnement du Tribunal****Art. 10** Tribunal plénier

¹ Le Tribunal plénier, composé de l'ensemble des juges cantonaux ordinaires, traite les questions d'organisation et d'administration du Tribunal et exerce les attributions qui lui sont dévolues comme autorité d'engagement et de surveillance déléguée.

² Le Tribunal plénier ne peut siéger ou décider par voie de circulation qu'avec la participation des deux tiers des juges.

Art. 11 Commission administrative

¹ La commission administrative se compose:

- a) du président ou de la présidente;
- b) du vice-président ou de la vice-présidente;
- c) des trois présidents ou présidentes de sections.

² Le ou la secrétaire général-e a voix consultative.

³ La commission administrative est responsable de l'administration du Tribunal. Elle est chargée:

- a) de régler les affaires administratives qui ne relèvent pas du Tribunal plénier ou du président ou de la présidente;
- b) d'approuver le budget établi par le ou la secrétaire général-e et de contrôler les comptes;
- c) d'établir un cahier des charges des collaborateurs et collaboratrices du greffe;
- d) de statuer sur les affaires qui lui sont déléguées par le Tribunal plénier.

Art. 12 Sections et présidence des sections

¹ Le Tribunal cantonal est composé de trois sections: civile, pénale et administrative.

Art. 9 Weibelinnen und Weibel

Das Kantonsgericht hat einen oder mehrere Weibelinnen und Weibel.

3. KAPITEL**Organisation und Tätigkeit des Gerichts****Art. 10** Gesamtgericht

¹ Das Gesamtgericht wird aus allen ordentlichen Kantonsrichterinnen und Kantonsrichtern gebildet. Es behandelt die organisatorischen und administrativen Fragen des Gerichts und übt die Befugnisse aus, die ihm als Anstellungs- und Aufsichtsbehörde übertragen sind.

² Das Gesamtgericht kann nur bei Mitwirkung von zwei Dritteln der Richterinnen und Richter tagen oder auf dem Zirkulationsweg entscheiden.

Art. 11 Verwaltungskommission

¹ Die Verwaltungskommission besteht aus:

- a) dem Präsidenten oder der Präsidentin;
- b) dem Vizepräsidenten oder der Vizepräsidentin;
- c) den drei Abteilungspräsidentinnen und Abteilungspräsidenten.

² Die Generalsekretärin oder der Generalsekretär hat beratende Stimme.

³ Die Verwaltungskommission ist verantwortlich für die Verwaltung des Gerichts. Sie ist beauftragt:

- a) die Verwaltungsangelegenheiten zu erledigen, für die nicht das Gesamtgericht oder der Präsident oder die Präsidentin zuständig sind;
- b) das von der Generalsekretärin oder vom Generalsekretär aufgestellte Budget zu genehmigen und die Rechnung zu kontrollieren;
- c) ein Pflichtenheft für die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Gerichtsschreiberei zu erstellen;
- d) über die Angelegenheiten zu entscheiden, die ihr das Gesamtgericht zugewiesen hat.

Art. 12 Abteilungen und Abteilungspräsidium

¹ Das Kantonsgericht setzt sich aus einer Zivil-, einer Straf- und einer verwaltungsrechtlichen Abteilung zusammen.

² Le Tribunal plénier désigne, pour une année, les présidents ou présidentes et les suppléants ou suppléantes de ses trois sections.

³ Pour l'exercice de ses compétences juridictionnelles, chaque section est divisée en cours.

Art. 13 Cours

¹ Le Tribunal plénier fixe par voie réglementaire le nombre, les dénominations et les attributions des cours, selon ses besoins.

² La section administrative comprend notamment:

- a) une Cour fiscale;
- b) une Cour des assurances sociales.

³ Le Tribunal plénier désigne, pour une année, les présidents ou présidentes et les suppléants ou suppléantes de chacune des cours, leurs membres et leurs suppléants ou suppléantes. Ils sont rééligibles à leurs fonctions. La composition des cours est rendue publique.

⁴ Lors de la constitution des cours, le Tribunal plénier tient compte des compétences des juges et de la représentation des langues officielles.

⁵ Tout juge ou toute juge peut être appelé-e à siéger dans une autre cour.

Art. 14 Fonctionnement

a) En général

¹ Les cours, à l'exception des cours administratives spéciales, siègent d'ordinaire à trois juges.

² Elles peuvent siéger à cinq juges dans les cas prévus par le règlement du Tribunal cantonal.

b) Cour fiscale et Cour des assurances sociales

¹ La Cour fiscale siège avec son président ou sa présidente et quatre assesseur-e-s, la Cour des assurances sociales avec son président ou sa présidente et deux assesseur-e-s.

² Le suppléant ou la suppléante du président ou de la présidente de ces cours peut être choisi-e parmi les assesseur-e-s de la Cour ou parmi les juges du Tribunal.

² Das Gesamtgericht bestimmt für ein Jahr die Präsidentinnen und Präsidenten und die Stellvertreterinnen und Stellvertreter seiner drei Abteilungen.

³ Für die Ausübung der richterlichen Tätigkeit ist jede Abteilung in Gerichtshöfe aufgeteilt.

Art. 13 Gerichtshöfe

¹ Das Gesamtgericht legt in einem Reglement die Anzahl, die Bezeichnung und die Befugnisse der verschiedenen Gerichtshöfe je nach Bedarf fest.

² Die verwaltungsrechtliche Abteilung umfasst namentlich:

- a) einen Steuergerichtshof;
- b) einen Sozialversicherungsgerichtshof.

³ Das Gesamtgericht bestimmt für ein Jahr die Präsidentinnen und Präsidenten und die Stellvertreterinnen und Stellvertreter aller Gerichtshöfe, deren Mitglieder und Stellvertreterinnen und Stellvertreter. Sie sind in ihrer Funktion wieder wählbar. Die Zusammensetzung der Gerichtshöfe wird veröffentlicht.

⁴ Bei der Zusammensetzung der Gerichtshöfe trägt das Gesamtgericht den Kompetenzen der Richterinnen und der Richter und der Vertretung der Amtssprachen Rechnung.

⁵ Jede Richterin oder jeder Richter kann aufgefordert werden, in einem anderen Gerichtshof zu tagen.

Art. 14 Tätigkeit

a) Im Allgemeinen

¹ Die Gerichtshöfe sind, mit Ausnahme der speziellen Verwaltungsgerichtshöfe, ordentlicherweise mit drei Richterinnen und Richtern besetzt.

² In den im Reglement des Kantonsgerichts vorgesehenen Fällen können sie mit fünf Richterinnen und Richtern tagen.

b) Steuergerichtshof und Sozialversicherungsgerichtshof

¹ Der Steuergerichtshof tagt mit der Präsidentin oder dem Präsidenten und vier Beisitzerinnen oder Beisitzern; der Sozialversicherungsgerichtshof tagt mit der Präsidentin oder dem Präsidenten und zwei Beisitzerinnen und Beisitzern.

² Die stellvertretende Präsidentin oder der stellvertretende Präsident für beide Gerichtshöfe kann unter den Beisitzerinnen und Beisitzern des Gerichtshofes oder unter den Richterinnen und Richtern des Gerichts ausgewählt werden.

³ Les présidents ou les présidentes et les greffiers ou greffières rapporteur-e-s exercent la fonction de rapporteur-e devant la Cour fiscale et devant la Cour des assurances sociales. Exceptionnellement, cette fonction peut être confiée à un ou une assesseur-e.

Art. 16 Prononcé présidentiel

Le président ou la présidente d'une cour rend les décisions que la loi place dans sa compétence.

Art. 17 Décisions

¹ Les cours et le Tribunal plénier ne peuvent valablement siéger et prendre des décisions que s'ils sont constitués conformément à la loi. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix.

² Dans les cours, chaque membre a l'obligation de se prononcer.

³ Dans le Tribunal plénier, la voix du président ou de la présidente est prépondérante en cas d'égalité.

Art. 18 Juridiction administrative

L'organisation de la juridiction administrative est régie par les dispositions de la présente loi et par la législation spéciale.

Art. 19 Récusation

¹ En matière civile et pénale, les membres et les greffiers ou greffières du Tribunal doivent se réuser, d'office ou sur requête, dans les cas prévus par la loi d'organisation judiciaire.

² La récusation en matière administrative est réglée conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

Art. 20 Unité de la jurisprudence

¹ Le Tribunal cantonal veille à assurer l'unité de la jurisprudence entre les cours, en particulier dans l'application du droit de procédure.

² En cas de besoin, le Tribunal plénier rend une décision de principe qui lie toutes les cours.

Art. 21 Publicité des jugements

¹ Le Tribunal cantonal assure, sous une forme appropriée, la publicité de ses jugements.

³ Am Steuer- und am Sozialversicherungsgerichtshof erfüllen die Präsidentinnen und Präsidenten und die Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber die Aufgabe von Berichterstatterinnen und Berichterstattern. Ausnahmsweise kann diese Aufgabe einer Beisitzerin oder einem Beisitzer übertragen werden.

Art. 16 Präsidialentscheid

Die Präsidentin oder der Präsident eines Gerichtshofes fällt die Entscheide, für die sie oder er laut Gesetz zuständig ist.

Art. 17 Entscheide

¹ Die Gerichtshöfe und das Gesamtgericht können nur gültig tagen und Entscheide fällen, wenn sie gesetzmäßig bestellt sind. Die Entscheide werden mit dem absoluten Mehr der Stimmen gefällt.

² In den Gerichtshöfen ist jedes Mitglied zur Stimmabgabe verpflichtet.

³ Im Gesamtgericht entscheidet bei Stimmengleichheit die Stimme der Präsidentin oder des Präsidenten.

Art. 18 Verwaltungsjustiz

Die Organisation der Verwaltungsjustiz wird durch die Bestimmungen dieses Gesetzes und die Spezialgesetzgebung geregelt.

Art. 19 Ausstand

¹ In Zivil- und Strafsachen müssen die Mitglieder und die Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber des Gerichts in den Fällen nach Gerichtsorganisationsgesetz von Amtes wegen oder auf Antrag hin in den Ausstand treten.

² In Verwaltungssachen wird der Ausstand nach den Bestimmungen des Verwaltungsverfahrensgesetzes geregelt.

Art. 20 Einheitliche Rechtsprechung

¹ Das Kantonsgericht sorgt für eine einheitliche Rechtsprechung der Gerichtshöfe, insbesondere in der Anwendung des Verfahrensrechts.

² Nötigenfalls fällt das Gesamtgericht einen Grundsatzentscheid, der für alle Gerichtshöfe verbindlich ist.

Art. 21 Öffentlichkeit der Urteile

¹ Das Kantonsgericht sorgt in geeigneter Form für die Öffentlichkeit seiner Urteile.

² Il publie notamment les principaux arrêts rendus par ses cours et les décisions de principe prises par le Tribunal plénier.

³ Il veille, ce faisant, à la protection de la personnalité des parties et des autres intervenants dans la procédure.

Art. 22 Règlement du Tribunal

¹ Pour tout ce qui n'est pas réglé par la loi, le Tribunal cantonal détermine par voie réglementaire son organisation interne et la manière de rendre ses décisions.

² Le règlement peut déléguer certaines tâches ou compétences décisionnelles à la présidence, à la commission administrative ou à une autre commission, à un ou une juge ou au secrétariat général.

³ Les compétences du Grand Conseil et du Conseil d'Etat en matière organisationnelle et financière sont réservées.

CHAPITRE 4

Dispositions finales

Art. 23 Droit transitoire

¹ En cas de suppression de poste consécutive à la diminution du nombre de juges cantonaux, la résiliation des rapports de service du ou de la juge concerné-e a lieu au plus tôt à la date d'expiration de la fonction.

² Pour les juges cantonaux professionnels, l'indemnité de suppression de poste est égale à un traitement annuel. Elle n'est pas coordonnée avec les prestations dues en vertu des dispositions transitoires de la loi relative au traitement et à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux.

Art. 24 Modifications

a) Grand Conseil

La loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (LGC) (RSF 121.1) est modifiée comme il suit:

Art. 153 al. 1 let. e et f

[¹ Sont élues au scrutin uninominal les personnes qui suivent:]

e) *abrogée*

² Es veröffentlicht insbesondere die wesentlichen Entscheide seiner Gerichtshöfe und die Grundsatzentscheide des Gesamtgerichts.

³ Es achtet dabei auf den Schutz der Persönlichkeit der Parteien und der übrigen am Verfahren beteiligten Personen.

Art. 22 Reglement des Gerichts

¹ Soweit nicht im Gesetz geregelt, bestimmt das Kantonsgericht auf dem Reglementswege seine interne Organisation und die Art der Beschlussfassung.

² Das Reglement kann gewisse Aufgaben und Entscheidbefugnisse der Präsidentin oder dem Präsidenten, der Verwaltungskommission oder einer anderen Kommission, einer Richterin oder einem Richter oder dem Generalsekretariat übertragen.

³ Die organisatorischen und finanziellen Befugnisse des Grossen Rates und des Staatsrates sind vorbehalten.

4. KAPITEL

Schlussbestimmungen

Art. 23 Übergangsrecht

¹ Im Falle einer Stellenaufhebung wegen Verminderung der Anzahl Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter wird das Dienstverhältnis der betreffenden Richterin oder des betreffenden Richters frühestens auf Ende der Amtsperiode gekündigt.

² Für die Berufskantonsrichterinnen und Berufskantonsrichter beträgt die Entschädigung wegen Stellenaufhebung ein Jahresgehalt. Sie ist nicht koordiniert mit den Leistungen gestützt auf die Übergangsbestimmungen des Gesetzes über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtmänner und der Kantonsrichter.

Art. 24 Änderung bisherigen Rechts

a) Grosser Rat

Das Grossratsgesetz vom 6. September 2006 (GRG) (SGF 121.1) wird wie folgt geändert:

Art. 153 Abs. 1 Bst. e und f

[¹ Folgende Personen werden in Einzelwahl gewählt:]

e) *aufgehoben*

- f) les juges au sens de l'article 2 al. 1 de la loi du 11 mai 2007 sur l'élection et la surveillance des juges (LESJ);

Art. 25 b) Organisation judiciaire

La loi du 22 novembre 1949 d'organisation judiciaire (RSF 131.0.1) est modifiée comme il suit:

Art. 2

Abrogé

Art. 15 5. Greffiers des tribunaux d'arrondissement et des justices de paix

Les greffiers des tribunaux d'arrondissement et des justices de paix doivent être licenciés ou titulaires d'un master en droit.

Art. 16 al. 2

Abrogé

Art. 17 al. 1

Remplacer « est nommé » par « est élu ».

Art. 19

Abrogé

Art. 61 à 65

Abrogés

Art. 92 9. Pouvoir réglementaire du Tribunal cantonal

Pour tout ce qui n'est pas réglé par la loi, le Tribunal cantonal détermine par voie réglementaire:

- a) l'organisation des tribunaux d'arrondissement;
- b) l'organisation des justices de paix.

- f) die Richterinnen oder die Richter gemäss Artikel 2 Abs. 1 des Gesetzes vom 11. Mai 2007 über die Wahl der Richterinnen und Richter und die Aufsicht über sie (RWAG);

Art. 25 b) Gerichtsorganisation

Das Gesetz vom 22. November 1949 über die Gerichtsorganisation (SGF 131.0.1) wird wie folgt geändert:

Art. 2

Aufgehoben

Art. 15 5. Bezirksgerichts- und Friedensgerichtsschreiber

Die Gerichtsschreiber der Bezirksgerichte und der Friedensgerichte müssen Inhaber eines Lizentiats oder Masters der Rechte sein.

Art. 16 Abs. 2

Aufgehoben

Art. 17 Abs. 1

Den Ausdruck «ernannt» durch «gewählt» ersetzen.

Art. 19

Aufgehoben

Art. 61–65

Aufgehoben

Art. 92 9. Verordnungsrecht des Kantonsgerichts

Soweit nicht im Gesetz geregelt, bestimmt das Kantonsgericht auf dem Reglementswege:

- a) die Organisation der Bezirksgerichte;
- b) die Organisation der Friedensgerichte.

Art. 146 al. 1 et 3

- ¹ Pour l'administration de la justice en matière civile, le Tribunal cantonal forme notamment les cours suivantes:
- a) deux ou plusieurs cours d'appel;
 - b) la Cour de modération.

³ *Abrogé*

Art. 164 al. 1

Remplacer « sections » par « cours ».

Art. 26 Abrogations

Sont abrogés:

- a) le règlement du Tribunal cantonal du 13 décembre 1982 sur son organisation interne et la manière de rendre ses décisions (RSF 131.1.11);
- b) la loi du 24 avril 1990 d'organisation du Tribunal administratif (LOTA) (RSF 151.1);
- c) le règlement du 26 février 1992 du Tribunal administratif (RSF 151.11).

Art. 27 Entrée en vigueur et referendum

¹ La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

² La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Art. 146 Abs. 1 und 3

- ¹ Für die Zivilrechtspflege bildet das Kantonsgericht namentlich folgende Gerichtshöfe:
- a) zwei oder mehr Appellationshöfe;
 - b) einen Moderationshof.

³ *Aufgehoben*

Art. 164 Abs. 1

Den Ausdruck «Abteilungen» durch «Gerichtshöfe» ersetzen.

Art. 26 Aufhebung bisherigen Rechts

Es werden aufgehoben:

- a) das Reglement für das Kantonsgericht vom 13. Dezember 1982 betreffend seine interne Organisation und die Art der Beschlussfassung (SGF 131.1.11);
- b) das Gesetz vom 24. April 1990 über die Organisation des Verwaltungsgerichts (VGOG) (SGF 151.1);
- c) das Reglement des Verwaltungsgerichts vom 26. Februar 1992 (SGF 151.11).

Art. 27 Inkrafttreten und Referendum

¹ Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2008 in Kraft.

² Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.